

Semestre européen

# Un premier tour de table riche en propositions

Aujourd'hui 09:26  
Par Thierry Iochem  
0 Commentaires



Le gouvernement, les syndicats et le patronat ont tour à tour exposé leurs points de vue sans que cela ne prête à des débats contradictoires.

(Photo:Charles Caratini)

---

Le gouvernement s'est réuni lundi avec les syndicats et le patronat sous l'égide du Conseil économique et social (CES). Au menu des discussions, le constat sur l'économie européenne et luxembourgeoise ainsi que des pistes de propositions augurant une reprise du dialogue social.

Dans le cadre de la préparation du semestre européen, qui vise à assurer une meilleure coordination et surveillance des politiques entre États membres ainsi qu'à garantir une mise en parallèle, au sein de chaque État membre, de la politique économique et budgétaire, une première réunion conjointe était organisée lundi à la Chambre de commerce entre les partenaires sociaux et le gouvernement.

En présence de Xavier Bettel, Premier ministre, Étienne Schneider, ministre de l'Économie et Pierre Gramegna, ministre des Finances, syndicats et patronat ont confronté leurs points de vue pendant une heure et demie à propos du développement économique et budgétaire du pays, sans que cela ne prête lieu à des débats.

En guise d'introduction, Pierre Gramegna a rappelé quelques éléments clés de l'Examen annuel de la croissance publié en novembre par la Commission européenne: reprise européenne moins forte que prévue, avec une révision à la baisse de taux de croissance, risques de déflation, et pour le Luxembourg, un taux de croissance inférieur à la moyenne historique et un taux de chômage en hausse.

## Un diagnostic commun

«Pourquoi les États-Unis ont-ils mieux surmonté la crise que l'Europe?», s'est interrogé le président de l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises) Michel Wurth, vantant la flexibilité du marché du travail outre-Atlantique. Concernant le Luxembourg, le représentant des patrons juge la «situation inquiétante», notamment du fait d'une politique des retraites trop généreuse. Parmi les pistes suggérées, une meilleure flexibilité du temps de travail, la simplification administrative ou encore le **nation branding**, dont une plateforme vient d'être ouverte pour que le grand public puisse s'exprimer à travers un sondage en ligne.

«Nous devons nous demander ce qui ne va pas si la politique de l'UE et les réformes structurelles nécessaires n'ont pas résolu les problèmes», a indiqué pour sa part le président de l'OGBL André Roeltgen, qui trouve le plan de relance Juncker insuffisant. Sur le Luxembourg, il pointe lui aussi le chômage ainsi que le phénomène des travailleurs pauvres.

Quant au président du LCGB, Patrick Dury, il a assuré qu'il était possible de passer outre les divergences de points de vue, finalement pas si éloignés les uns des autres.

Message entendu par le patronat. «Un rapprochement qui doit être considéré comme un nouveau départ», a fait remarquer Jean-Jacques Rommes, administrateur délégué de l'UEL.

Le dialogue social, qui avait un peu de plomb dans l'aile lors des dernières tripartites, semble donc relancé. D'ores et déjà, une nouvelle entrevue avec le gouvernement est prévue le 3 février, avant une nouvelle réunion autour du semestre européen le 30 mars.